

Agence des espaces verts de la
région d'Île-de-France (nom
d'usage : Île-de-France Nature)
Direction de l'aménagement et de la gestion

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

REALISATION DE PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

20250311

Date limite de remise des plis

19 / 05 / 2025 à 18 heures

Procédure de passation

Appel d'offres ouvert

(Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France (nom d'usage : Île-de-France Nature)

Direction de l'aménagement et de la gestion

Représentant : Sophie DESCHIENS Présidente du Conseil d'administration

Adresse : Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France

(nom d'usage : Île-de-France Nature)

8 boulevard Victor Hugo

93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE











Site internet : <https://www.iledefrance-nature.fr>

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **REALISATION DE PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES**

Code CPV	Libellé CPV
71351810-4	Services topographiques

■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	REALISATION DE PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES
 Acheteur	Agence des espaces verts de la région d'Île-de-France (nom d'usage : Île-de-France Nature)
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum mono-attributaire de services
 Structure	3 lots géographiques
 Lieu d'exécution	Lot n°1 : Territoire Nord-Ouest (départements 78, 93 (Ouest) et 95) Lot n°2 : Territoire Sud (départements 77 (Sud), 78, 91 et 94) Lot n°3 : Territoire Nord-Est (départements 77 (Nord) et 93 (Est))
 Durée	12 mois – reconductible 3 fois par tacite reconduction
 Développement durable	Clause environnementale
 Pénalités de retard	$P = V \times R / 300$
 Variation des prix	Révisibles (formule), formule $(0.15 + 0.85 * [IGE(n)/IGE(0)])$
 Nature des prix	Prix unitaires

■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation est décomposée en 3 lots géographiques.

Elle est décomposée comme suit :

Type	Objet, délai
Lot	Lot n°1 – Territoire Nord-Ouest, 12 mois à compter de la notification du contrat (CPV 71351810-4 : Services topographiques)
Période 1	Période initiale ANNEE 1 – <i>montant minimum 6 000,00 € HT – montant maximum 200 000,00 € HT</i> , 12 mois à compter de la notification de l'accord cadre
Période 2	Reconduction ANNEE 2 – <i>montant minimum 6 000,00 € HT – montant maximum 200 000,00 € HT</i>

Type	Objet, délai
	HT, 12 mois
Période 3	Reconduction ANNEE 3 – <i>montant minimum 6 000,00 € HT – montant maximum 200 000,00 € HT</i> , 12 mois
Période 4	Reconduction ANNEE 4 – <i>montant minimum 6 000,00 € HT – montant maximum 200 000,00 € HT</i> , 12 mois
Lot	Lot n°2 – Territoire Sud, 12 mois à compter de la notification du contrat (CPV 71351810-4 : Services topographiques)
Période 1	Période initiale ANNEE 1 – <i>montant minimum 6 000,00 € HT – montant maximum 200 000,00 € HT</i> , 12 mois à compter de la notification de l'accord cadre
Période 2	Reconduction ANNEE 2 – <i>montant minimum 6 000,00 € HT – montant maximum 200 000,00 € HT</i> , 12 mois
Période 3	Reconduction ANNEE 3 – <i>montant minimum 6 000,00 € HT – montant maximum 200 000,00 € HT</i> , 12 mois
Période 4	Reconduction ANNEE 4 – <i>montant minimum 6 000,00 € HT – montant maximum 200 000,00 € HT</i> , 12 mois
Lot	Lot n°3 – Territoire Nord-Est, 12 mois à compter de la notification du contrat (CPV 71351810-4 : Services topographiques)
Période 1	Période initiale ANNEE 1 – <i>montant minimum 6 000,00 € HT – montant maximum 200 000,00 € HT</i> , 12 mois à compter de la notification de l'accord cadre
Période 2	Reconduction ANNEE 2 – <i>montant minimum 6 000,00 € HT – montant maximum 200 000,00 € HT</i> , 12 mois
Période 3	Reconduction ANNEE 3 – <i>montant minimum 6 000,00 € HT – montant maximum 200 000,00 € HT</i> , 12 mois
Période 4	Reconduction ANNEE 4 – <i>montant minimum 6 000,00 € HT – montant maximum 200 000,00 € HT</i> , 12 mois

Définitions :







Lot	: Unité autonome d'attribution du contrat à l'intérieur d'une consultation
Période	: Durée définie d'exécution du contrat reconductible

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ **Procédure de passation :**

Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

■ **Déroulé de la consultation :**

-  Publication de la consultation
-  Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat
-  Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs
-  Analyse des offres, demandes de précisions éventuelles
-  Classement des offres et attribution du contrat
-  Information des candidats non retenus



Signature et notification du contrat



Démarrage des prestations

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <http://www.maximilien.fr>.

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Règlement de la consultation (RC) ;
- Acte d'engagement (AE), un par lot ;
- Bordereau de prix unitaire (BPU), un par lot ;
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe, commun aux 3 lots,
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe, commun aux 3 lots,
- Détail quantitatif estimatif (DQE), un par lot,
- Détail quantitatif chantier-type, commun aux 3 lots.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Visite des lieux ou consultation sur place de documents :

Dans le cadre de la préparation de leur réponse, **les candidats doivent obligatoirement visiter les lieux d'exécution**. Il s'agira de visiter pour :

- **Lot 1 : Territoire Nord-Ouest** : le site d'Andilly et notamment l'AB26. Cette visite permettra ainsi aux candidats de mesurer les particularités des sites à mettre en rapport avec les exigences du présent marché.

Les visites se réaliseront sur rendez-vous au cours de la semaine du 28 avril au 6 mai 2025. Les candidats sont invités à prendre contact avec la personne suivante à partir du 25 avril 2025 :

Le contact est : **Yann LE COQUEN** – Tél : 06 15 23 02 80 (yann.lecoquen@iledefrance-nature.fr)

- **Lot 2 : Territoire Sud** : le site de Saint Eutrope. Cette visite permettra ainsi aux candidats de mesurer les particularités des sites à mettre en rapport avec les exigences du présent marché.

Les visites se réaliseront sur rendez-vous au cours de la semaine du 28 avril au 6 mai 2025. Les candidats sont invités à prendre contact avec les personnes suivantes à partir du 28 avril 2025 :

Les contacts sont : **Thierry MORET** – Tél : 06 25 62 35 34 (thierry.moret@iledefrance-nature.fr)

Odile JANNIN – Tél : 06 09 04 12 98 (odile.jannin@iledefrance-nature.fr) pour l'intérim

- **Lot 3 : Territoire Nord-Est** : la boucle des Mammouths. Cette visite permettra ainsi aux candidats de mesurer les particularités des sites à mettre en rapport avec les exigences du présent marché.

Les visites se réaliseront sur rendez-vous le 29 avril, le 5 et 6 mai 2025. Les candidats sont invités à prendre contact avec les personnes suivantes à partir du 24 avril 2025 :

Les contacts sont : **Sébastien TRESONNE** – Tél : 06 09 93 12 19

(sebastien.tresonne@iledefrance-nature.fr)

Christian SAGNES – Tél : 06 25 62 35 37

(christian.sagnes@iledefrance-nature.fr) pour l'intérim

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées. Une attestation de visite sera remise par l'acheteur.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <http://www.maximilien.fr>.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Réponse et groupement :**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

L'acheteur public interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R.2142-21 du Code de la commande publique.

L'acheteur public interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements, conformément à l'article R.2142-21.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ **Variantes :**

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Attestations d'assurance responsabilité civile et professionnelle	<i>Attestations d'assurance responsabilité civile et professionnelle à jour</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>

Document	Descriptif
Capacité technique et professionnelle : minima exigés	
Moyens humains	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i>
Moyens techniques	<i>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature</i>
Qualifications professionnelles	<i>Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)</i>
Références Fournitures et services	<i>Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique</i>

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement (AE)	<i>Acte d'engagement</i>
Bordereau de prix unitaire (BPU)	<i>Bordereau des prix unitaires</i>
Détails quantitatifs estimatifs (DQE)	<i>Détail quantitatif estimatif et Détail quantitatif estimatif Chantier type</i>
Mémoire technique	<i>Le mémoire technique devra être en adéquation avec le cahier des charges (cohérence, adaptation, lisibilité, respects des consignes) et comprendra notamment :</i> <ul style="list-style-type: none"> - Méthodologie d'exécution des tâches décrites au BPU et au CCTP du présent marché ; - Présentation de la méthodologie et de l'organisation d'une opération de relevé topographique, des moyens humains et matériels alloués au marché ; - Mode opératoire et organisation mis en œuvre afin de garantir les délais d'exécution pour réaliser plusieurs missions en même temps (plusieurs bons de commande pourront être émis en même temps) ;
Attestation de visite	<i>Attestation de visite</i>

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <http://www.maximilien.fr>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Île-de-France Nature
3 rue Madame de Staël
93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Contact : Île-de-France Nature

La permanence d'accueil se fera aux horaires suivants : de 07h00 à 17h00.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier. Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Garanties professionnelles et financières	Garanties professionnelles et financières
2. Garanties techniques	Garanties techniques

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Prix (50 points)	Le prix des prestations est noté selon la formule suivante : (offre la moins-disante / offre analysée) x 50 calculée sur le montant total du DQE global et du DQE chantier-type Cette note sera composée de l'addition des notes des sous-critères selon la répartition suivante : <ul style="list-style-type: none">- DQE global (pondération : 30 points) ;- DQE chantier-type (pondération : 20 points)
2. Valeur technique (50 points)	La note globale de la valeur technique sera établie sur 50 points et sur la base du mémoire technique. Cette note sera composée de l'addition des notes des sous-critères pondérés selon la répartition suivante :
Sous-critère N°1 (20 points)	Méthodologie d'exécution des tâches décrites au BPU du marché prenant en compte notamment : <ul style="list-style-type: none">- La présentation technique de l'ensemble des tâches du BPU- Une description précise des tâches- Méthode proposée selon la typologie des sites, à savoir :<ul style="list-style-type: none">• La mise en œuvre d'une opération en zone de végétation dense (ex : forêts, ronciers, etc.) ;• La mise en œuvre d'une opération en zone de végétation ouverte (ex : prairie, lande) ;• La mise en œuvre d'une opération en zone mixte (espaces ouverts avec des zones arborés) ;
Sous-critère N°2 (15 points)	Présentation de la méthodologie et de l'organisation d'une opération de relevé topographique, des moyens humains et matériels alloués au marché : <ul style="list-style-type: none">- La composition et la répartition des équipes dédiées au marché et en capacité de réaliser l'ensemble des postes du marché ;- La composition du matériel dédié ;- La coordination avec l'acheteur public ;- La désignation d'un interlocuteur unique.
Sous-critère N°3 (10 points)	Mode opératoire et organisation mis en œuvre afin de garantir les délais d'exécution et de réaliser plusieurs missions en même temps (plusieurs bons de commande pourront être émis en même temps) détaillant notamment : <ul style="list-style-type: none">- La gestion de la commande et la prise en compte des

Critère et pondération	Descriptif
	délais - La multiplicité des moyens techniques et la mobilisation des moyens humains
Sous-critère N°4 (5 points)	Adaptation du mémoire méthodologique au cahier des charges en tenant compte notamment de la cohérence, adaptation, lisibilité, respect des consignes.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. L'offre est rejetée en l'absence de justifications suffisantes après demande adressée par l'acheteur.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

■ **Régularisation des offres :**

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <http://www.maximilien.fr>. La réponse est adressée au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Disposition particulière : réponse au marché en cas de mécénat

Le mécénat consiste à faire un don à un organisme d'intérêt général sans attendre en retour de contrepartie équivalente.

En application de la délibération n°24-143 adoptée par son Conseil d'Administration du 11 décembre 2024, Île-de-France Nature met en œuvre les diligences nécessaires pour éviter qu'un mécène, qui serait susceptible de devenir son fournisseur ou son prestataire, soit avantagé par rapport à d'autres opérateurs économiques dans une procédure de mise en concurrence. En tout état de cause, une entreprise ne peut pas conditionner un don à l'attribution d'un marché public.

Île-de-France Nature respecte les règles d'égalité de traitement liées aux marchés publics et rappelle que dans le cadre d'un appel d'offres, il est interdit pour la personne publique de donner la préférence à une entreprise parce qu'elle serait par ailleurs mécène ou parce qu'elle lui proposerait de le devenir. Parallèlement, l'entreprise ne peut conditionner son don à l'obtention d'un marché.

Île-de-France Nature se réserve la possibilité de ne pas accepter le mécénat d'une entreprise (ou l'une de ses filiales) qui participerait (ou aurait participé récemment) à une mise en concurrence préalable à la passation d'un marché public, que le sujet du mécénat éventuel ait un lien direct ou non avec l'objet du marché public.

La Charte éthique du mécénat rappelle ces principes.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal administratif de Montreuil
7 rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL CEDEX
Téléphone : 01 49 20 20 00
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
Télécopie : 01 49 20 20 99

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits

ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : Erwann LE GUERN ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)